

LETTRE D'INFORMATION

Numéro 2

FEVRIER 2023

12^{ème} année

Saisies et cessions : montants applicables du 1^{er} janvier 2023 au 31 mars 2023

Source : Moniteur Belge

Quotité cessible /saisissable des revenus du travail

Plafonds de rémunération nette	Quotité saisissable ou cessible
Sur la partie de la rémunération inférieure ou égale à 1.542 €	Néant
Sur la partie de la rémunération située entre 1.542,01 € et 1.657 €	20 % (= max. 23,00 €)
Sur la partie de la rémunération située entre 1.657,01 € et 1.828 €	30 % (= max. 51,30 €)
Sur la partie de la rémunération située entre 1.828,01 € et 2.000 €	40 % (= max. 68,80 €)
Sur la partie de la rémunération supérieure à 2.000 €	Tout

En conséquence, pour la période du 1^{er} trimestre 2023, un travailleur dont la rémunération nette mensuelle est supérieure à 2.000 € pourra conserver, en cas de saisie ou de cession, en tout cas une somme de 1.856,90 €. Tout ce qui dépasse ce montant peut être saisi ou cédé.

Lorsque, outre sa rémunération mensuelle, le travailleur perçoit des sommes qualifiées de « prestations sociales » (dénommées aussi revenus de remplacement), ces dernières sont cumulées avec la rémunération et sur ce montant cumulé s'appliquent les tranches et plafonds de rémunération dont question ci-dessus. Par prestations sociales, on entend par exemple : des allocations de chômage ou allocations payées par un Fonds de sécurité d'existence, des indemnités d'incapacité de travail, etc.

Quotité cessible /saisissable des revenus de remplacement

Plafonds de revenu de remplacement net	Quotité saisissable ou cessible
Sur la partie du revenu inférieure ou égale à 1.542 €	Néant
Sur la partie du revenu située entre 1.542,01 € et 1.657 €	20 % (= max. 23,00 €)
Sur la partie du revenu située entre 1.657,01 € et 2.000 €	40% (= max. 137,20 €)
Sur la partie du revenu supérieure à 2.000 €	Tout

Si le montant net de ce revenu de remplacement dépasse donc 2.000 €, le travailleur qui fait l'objet d'une saisie/cession, percevra en tout cas 1.839,81 €, soit moins que s'il s'agissait d'un revenu du travail "ordinaire".

Majoration pour enfants à charge

Ces montants peuvent être augmentés de 95 € par enfant à charge.

Pension alimentaire

Les limites précisées ci-dessus ne s'appliquent pas lorsque la saisie ou la cession a pour objet le recouvrement d'une pension alimentaire.



TABLE DES MATIERES

Page 1

Saisies et cessions : montants applicables du 1^{er} janvier 2023 au 31 mars 2023
Dates importantes
Indice de janvier 2023

Page 2

Revenus autorisés pour les pensionnés en 2023
Indemnité kilométrique

Page 3 et 4

Réforme du Droit Passerelle

Page 4

Contrôles éclaircs 2023-2024

DATES IMPORTANTES

- Pour le 5 février : paiement de la provision ONSS.
- Pour le 20 : paiement de la TVA pour les assujettis mensuels et de l'éventuel acompte pour les assujettis trimestriels.

INDICE DE JANVIER 2023

BASE	INDICE SANTE
2013	128,00
2004	154,59
1996	175,87

Revenus autorisés pour les pensionnés en 2023

Source : SPF Pensions



Conditions	Charge de famille	Montant annuel à ne pas dépasser par type d'activité	
		Salarié, fonctionnaire ou mandataire	Indépendant ou mixte (salarié et indépendant)
<ul style="list-style-type: none"> Avant 65 ans avec moins de 45 ans de carrière avec pension de retraite (éventuellement associée à une pension de survie) 	Non	9.236,00 €	7.389,00 €
	Oui	13.854,00 €	11.083,00 €
<ul style="list-style-type: none"> Moins de 65 ans avec uniquement pension de survie 	Non	21.505,00 €	17.204,00 €
	Oui	26.881,00 €	21.505,00 €
<ul style="list-style-type: none"> Plus de 65 ans avec uniquement pension de survie Plus de 65 ans avec un conjoint bénéficiant d'une pension au taux ménage 	Non	26.678,00 €	21.342,00 €
	Oui	32.451,00 €	25.960,00 €
<ul style="list-style-type: none"> Avant 65 ans et au minimum 45 ans de carrière avec pension de retraite (éventuellement associée à une pension de survie) Plus de 65 ans avec pension de retraite (éventuellement associée à une pension de survie) 	Pas de limite		



Indemnité kilométrique

Source : Moniteur Belge

Depuis juillet 2022, l'indexation du montant de l'indemnité kilométrique forfaitaire pour les déplacements professionnels effectués avec un véhicule privé intervient chaque trimestre, plutôt qu'une fois par an, en juillet.

Pour la période **de janvier à mars 2023**, le montant a été porté à **0.4259 €/km**

Montants précédents

01/07/2021 au 28/02/2022	0.3707 €/km
01/03/2022 au 30/06/2022	0.4020 €/km (décidé en août avec effet rétroactif)
01/07/2022 au 30/09/2022	0.4170 €/km
01/10/2022 au 31/12/2022	0.4233 €/km

Réforme du droit passerelle

Sources : Lex4You, UCM

**Le droit passerelle,
généralisé pendant la crise sanitaire,
est modifié depuis le 1^{er} janvier 2023.**

Pour rappel, il permet à un indépendant contraint d'arrêter son activité de percevoir une prestation financière et de maintenir ses droits sociaux pendant quelques mois au cours de sa carrière. Précédemment, cette aide pouvait être demandée dans quatre situations spécifiques.

Qu'est-ce qui change concrètement ?

Double critère d'accès :

- **Interruption/cessation suite à des circonstances indépendantes de la volonté**

- Calamité naturelle
- Incendie
- Détérioration des bâtiments ou de l'outillage
- Allergie
- Décision d'un acteur économique tiers

OU

- **Interruption/cessation suite à des difficultés économiques**

- Faillite
- Vous bénéficiez d'un revenu d'intégration sociale au moment de la cessation,
- Vous avez obtenu une dispense de cotisations dans les 12 mois précédant le mois de cessation,
- Vous démontrez que votre revenu ne dépasse pas le seuil de cotisation minimal

Cumul possible

Le droit passerelle peut faire l'objet d'un cumul, moyennant le respect de certaines limites, avec une activité professionnelle et/ou un autre revenu de remplacement.

- Pour que le cumul soit possible avec une activité professionnelle, l'indépendant doit avoir complètement interrompu son activité professionnelle pendant au moins un mois civil complet. Tout mois civil complet sans activité professionnelle donne droit à un mois avec cumul (avec un max de 3 mois)
- Le cumul avec un autre revenu de remplacement est autorisé à condition que la somme de la prestation financière et des autres revenus de remplacement ne dépasse pas le montant du droit passerelle.

En cas de dépassement, le montant est diminué à concurrence de ce dépassement.
Il n'est pas limité dans le temps.

Droit de base

Un nouveau dispositif selon lequel tout indépendant dispose d'un **droit (paquet) de base** consistant en **12 mois de prestations financières et de 4 trimestres de maintien de certains droits sociaux est donc mis en place.**

Après épuisement de celui-ci, **un droit additionnel** est octroyé et calculé en fonction de votre nombre de trimestres ouvrant des droits à la pension.

Cette mesure est possible uniquement si l'indépendant a déjà bénéficié du droit passerelle auparavant. En fonction du nombre de trimestres pour lesquels le demandeur a cotisé pour constituer des droits à la pension entre deux faits, il pourra prétendre à des mois/trimestres additionnels.

Qui peut introduire une demande ?

- L'indépendant à titre principal (y compris les aidants et primo starters)
- L'indépendant à titre principal bénéficiant de l'art 37 qui est légalement redevable de cotisations minimales comme un indépendant à titre principal
- Les étudiants indépendants qui sont légalement redevables de cotisations minimales comme un indépendant à titre principal
- Les conjoints-aidants



Réforme du droit passerelle - suite

Sources : Lex4You, UCM

Comment introduire une demande ?

La démarche pour obtenir le droit passerelle 2023 doit être effectuée par lettre recommandée ou par dépôt d'une requête auprès de votre caisse d'assurances sociales, au plus tard avant la fin du deuxième trimestre suivant celui au cours duquel l'incident s'est produit.

Exemple

Pour un empêchement qui survient par exemple le 1^{er} janvier 2023 (trimestre 1), la demande doit donc être introduite avant le 30 septembre 2023 (fin du trimestre 3).

Montants au 1^{er} janvier 2023

- Montant de base
 - 1.513,57 € par mois
 - 378,39 € par période 7 jours civils consécutifs
- Montant majoré
 - 1.891,36 € par mois
 - 472,84 € par période 7 jours civils consécutifs

Transition

L'ancienne réglementation continuera à s'appliquer à tous les faits qui ont lieu avant cette date (autrement dit, jusqu'au 31 décembre 2022).

Contrôles éclairs 2023-2024

Source : SIRS

Contrôles éclairs « Secteur du Transport » Février 2023

Ces contrôles éclairs ont principalement un caractère informatif et préventif et sont publiés au préalable sur le site internet du SIRS (Service d'Information et de Recherche Sociale) et sont communiqués aux partenaires sociaux.

Le caractère informatif et préventif n'empêche évidemment pas qu'en cas de constat d'infractions lourdes, les services d'inspection interviendront avec fermeté et verbaliseront si nécessaire.

Comme pour les autres années, plusieurs contrôles sont annoncés.

En 2023, les contrôles éclairs suivants seront organisés :

- Février : secteur du transport
- Avril : secteur de la construction (y compris l'électrotechnique et le métal)
- Juin : Horeca
- Août : secteur du nettoyage
- Octobre : secteurs verts
- Décembre : secteur de la viande

En 2024 :

- Janvier : grandes villes (carwash inclus)
- Mars : secteur du déménagement
- Mai : transport
- Juillet : secteur du gardiennage
- Septembre : secteurs verts
- Novembre : construction (y compris électrotechnique et le métal)

Lors des interventions, l'entreprise est contrôlée simultanément par l'inspection du travail, l'ONSS, l'ONEM, l'INAMI et l'INASTI.

